L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI, 18 MAI 1878.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session régulière de 1878.

No 74] RESOLUTION
DES DEUX CHAMBRES

Proposant des amendements à la Constitution de l'Etat de la Louisiane.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre de l'Etat de la Louisiane en assemblée, désirent (les deux tiers des membres de chaque Chambre y consentant) que les amendements suivants soient proposés et inscrits dans le compte-rendu des délibérations du Sénat et de la Chambre des Représentants, avec les oui et les non. Le Secrétaire d'Etat les fera publier, trois mois avant la prochaine élection générale de Représentants à la Législature, dans au moins un journal de chaque paroisse de l'Etat. Les amendements seront soumis de façon à ce que le peuple puisse voter sur chacun d'eux séparément, c'est-à-dire "pour" premier amendement proposé, approuvé," ou "non approuvé," et ainsi de suite. Si une majorité des votants à ladite élection ratifie l'amendement ou les amendements, il sera ou ils seront numérotés, fera ou feront partie de la Constitution et sera ou seront proclamés par le Gouverneur et le Secrétaire d'Etat.

Amendements proposés à la Constitution.

AMENDEMENT NUMÉRO UN.

Les représentants devront être choisis le premier mardi après le premier lundi de novembre, tous les deux ans, et l'élection devra être terminée en un jour. L'Assemblée Générale devra se réunir le premier mardi de janvier 1879 et, ensuite tous les deux ans, le premier lundi de janvier, moins que la loi ne désigne un autre jour; ses sessions devront avoir lieu au siége du gouvernement.

(Supprimer l'article 17.)

AMENDEMENT NUMÉRO DEUX.

Après l'année 1878, l'assemblée générale n'aura pas le pouvoir de lever dans aucune année pour tous les objets d'Etat, plus de un pour cent d'impôts, et il ne sera pas perçu plus de un pour cent d'impôts dans aucune année sur la valeur réelle au comptant de tous les biens réels et personnels sujets à la taxation, excepté en cas d'invasion étrangère ou d'insurrection intérieure, et dans ce cas toute taxation additionnelle ne devra être imposée que pour l'objet immédiat de repousser l'invasion ou de supprimer l'insurrection.

La ville de la Nouvelle-Orléans ne lèvera ni ne collectera dans une année plus de un et un demi de un pour cent de taxes sur la valeur réelle au comptant de tous les biens réels et personnels, sujets à la taxation dans ses limites.

Aucune paroisse ou corporation municipale, excepté la ville de la Nouvelle-Orléans, ne lèvera ni ne percevra dans aucune année plus de un pour cent de taxes sur la valeur réelle au comptant de tous les biens réels et personnels sujets à la taxation dans ses limites.

L'Assemblée générale n'aura pas le pouvoir d'émettre des Bons ou d'engager le crédit de l'Etat pour aucun objet, et elle n'autorisera aucune paroisse ou corporation municipale à émettre aucun Bon ni à créer aucune dette, *pourvu que* ceci n'empêche pas l'émission de nouveaux Bons en échange pour d'anciens Bons quand la dette ni le taux d'intérêt ne seront pas accrus.

AMENDEMENT NUMÉRO TROIS.

Les membres de l'Assemblée recevront un salaire de $500 par session et les frais de voyage réels par la voie la plus courte possible, frais qui ne devront pas excéder $50 pour aucun membre; pourvu que si deux sessions ont lieu dans la même année ils recevront, pour la seconde session, un salaire de $250 et les frais de voyage réels, par la voie la plus courte possible, frais qui ne devront pas excéder $50 par chaque membre. La session régulière tous les deux ans ne devra pas être de plus de quatre-vingt-dix jours à moins d'un vote des deux tiers des membres de chaque Chambre.

(Supprimer l'article 39.)

AMENDEMENT NUMÉRO QUATRE.

L'Assemblée générale ne devra adopter aucune loi locale ou spéciale, qui changera la juridiction ordinaire dans les causes criminelles, changera les noms des personnes, légitimera des enfants, rendra vacants des chemins, des rues ou des passages, remettra des amendes, des pénalités et des confiscations, ou remboursera des sommes d'argent légalement versées dans le trésor, affectera les propriétés de mineurs ou de personnes interdites, exemptera des propriétés de l'impôt, créera un monopole quelconque, légalisera les actes non autorisés ou invalidés d'un fonctionnaire ou d'un agent quelconque de l'Etat ou d'une paroisse ou municipalité quelconque, accordera un salaire extra quelconque à un fonctionnaire, agent ou entrepreneur public quelconque après que le service aura été rendu ou que le contrat aura été conclu, changera le chef-lieu d'une paroisse ou créera de nouvelles paroisses, excepté du consentement d'une majorité des électeurs qualifiés de la paroisse ou des paroisses qui devront être affectées. Dans tous les autres cas où une loi générale peut être applicable, aucune loi locale ou spéciale ne devra être adoptée.

AMENDEMENT NUMÉRO CINQ.

Le gouverneur recevra un salaire de $7000 par an, salaire qui lui sera payé tous les trois mois, sur son propre mandat.

(Supprimer l'article 56.)

AMENDEMENT NUMÉRO SIX.

Le lieutenant-gouverneur recevra un salaire double de celui d'un membre de l'Assemblée Générale.

(Supprimer l'article 57.)

AMENDEMENT NUMÉRO SEPT.

Tout bill qui aura passé aux deux Chambres devra être présenté au gouverneur; si celui-ci l'approuve, il devra le signer; s'il ne l'approuve pas, il devra le renvoyer avec ses objections à la Chambre où il aura pris naissance, laquelle fera insérer les objections sur son procès-verbal et procédera à une reprise en considération. Si après cet examen, deux tiers de tous les membres présents dans cette Chambre s'entendent pour passer le bill, il sera envoyé avec les objections, à l'autre Chambre qui, à son tour, le reprendra en considération, et s'il est approuvé par les deux tiers des membres présents dans cette Chambre, il deviendra loi.

Mais dans ces cas, la vote des deux Chambres sera déterminé par l'appel nominal, et les noms des membres votant pour ou contre le bill devront être insérés au procès-verbal de chaque Chambre respectivement. Si un bill n'est pas renvoyé par le gouverneur dans les cinq jours après qu'il lui aura été présenté, il deviendra loi comme s'il avait été signé, à moins que l'Assemblée Générale en s'ajournant n'ait empêché le renvoi, auquel cas, dans les trente jours, le gouverneur enregistrera ledit bill avec ses objections, au bureau du secrétaire d'Etat, et en donnera un avis public; autrement le bill deviendra loi comme s'il l'avait signé.

Le Secrétaire d'Etat communiquera les dites objections et le bill ainsi déposé à la Chambre dans laquelle il aura pris naissance, le premier jour de la réunion de la prochaine Assemblée générale, qui agira sur le bill comme il est prescrit ci-dessus. Le gouverneur aura le pouvoir de frapper de son veto un ou plusieurs items dans tout bill allouant des fonds embrassant des items distincts, tout en approuvant d'autres parties du bill, et la partie ou les parties du bill approuvées deviendront loi, et l'item ou les items d'allocation désapprouvés seront nuls, à moins qu'ils ne soient passés à nouveau conformément aux règles et limitations prescrites pour le passage d'autres bills par-dessus le veto du gouverneur.

(Supprimer l'article 66).

AMENDEMENT NUMÉRO HUIT.

Aucun fonctionnaire dont le salaire est fixé par la Constitution ne pourra recevoir des émoluments ou profits de bureau.

AMENDEMENT NUMÉRO NEUF.

Le pouvoir judiciaire consistera en une Cour Suprême, des Cours de District et des Justices de Paix. Les Cours de District auront une juridiction originelle dans toutes les affaires civiles et le emportant en litige dépassera cent dollars, non compris l'intérêt. Dans les cas criminels et toutes les affaires de preuves leur juridiction sera illimitée. Elles auront juridiction d'appel dans les affaires civiles de justice de paix quand le montant en litige dépassera dix dollars, non compris l'intérêt. Les juges de paix seront élus par les électeurs de chaque paroisse de la manière et dans les conditions que déterminera l'Assemblée Générale. Ils occuperont leurs fonctions pour le terme de deux ans et leur compensation sera fixée par la loi. Leur juridiction dans les affaires civiles ne dépassera pas cent dollars, non compris l'intérêt, avec appel à la Cour de District dans toutes les cas où le montant en litige dépassera dix dollars, non compris l'intérêt. Ils auront telle juridiction criminelle que la loi leur conférera. L'Assemblée Générale aura le pouvoir d'accorder aux greffiers des cours de district le droit de lancer les ordres et de faire les notes qui pourront être jugés nécessaires pour l'administration de la justice. Dans tous les cas le pouvoir ainsi accordé sera spécifié et déterminé.

(Supprimer les articles soixante-treize, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-onze et cent trente-trois.)

AMENDEMENT NUMÉRO DIX.

Le juge-président de la Cour Suprême recevra un salaire de $7000 par an et les juges associés recevront chacun un salaire de $6,500 par an, payable par trimestre sur leur propre mandat.

AMENDEMENT NUMÉRO ONZE.

L'assemblée générale divisera l'Etat en districts judiciaires, qui resteront sans changement pendant quatre ans, et pour chaque district un juge, instruit en droit, sera élu par une pluralité d'électeurs ayant qualité pour voter. Pour chaque district, il sera une cour de district, excepté dans la paroisse d'Orléans, où l'assemblée générale pourra établir autant de cours de district que l'intérêt public pourra le requérir, sans excéder le nombre maintenant autorisé par les lois existantes, excepté par un vote des deux tiers de tous les membres élus dans les deux branches de l'assemblée générale. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement prescrit par la loi, les cours de district existant dans la paroisse d'Orléans auront la juridiction actuellement conférée par la loi. Il n'y aura pas de nouvelle division de district ou de changement devant prendre effet sous le terme d'aucun juge. Le nombre des districts ne sera pas au-dessous de trente ni audessus de quarante-cinq.

(Supprimer l'article quatre-vingt-trois.)

L'assemblée générale prescrira par une loi au moins quatre sessions annuelles de la cour de district pour toute paroisse. L'assemblée générale aura le pouvoir de créer des cours de circuit qui seront formées en groupant les juges de districts en circuits et en composant la Cour de circuit des juges des cours de district compris dans les dits circuits, d'indiquer le lieu ou les lieux de réunion des dites cours de circuit ainsi constituées et d'investir les dites cours de circuit de juridiction d'appel des cours de district ou circuit dans les cas où le montant en litige dépassera cent dollars ($100) non compris l'intérêt et ne dépassera pas cinq cents dollars ($500) non compris l'intérêt. L'assemblée générale aura le pouvoir par une loi pour le juge-ment des affaires dans lesquelles le juge sera personnellement intéressé ou pour les cas où il sera absent ou refusera d'agir.

(Supprimer l'article quatre-vingt-dix.)

AMENDEMENT NUMÉRO QUINZE.

Afin de pourvoir à l'établissement du système judiciaire créé par les amendements ci-dessus et afin d'empêcher les maux d'un intervalle, il est, dans ces présentes, ordonné par le peuple de la Louisiane:

1. Que l'Assemblée Générale qui se rassemblera le premier lundi de janvier 1879, redivisera l'Etat par districts conformément aux amendements ci-dessus, et réglera l'autorité des greffiers et l'élection et la juridiction criminelle des juges de paix.

2. Qu'aussitôt que la législature aura agi comme ci-dessus, le gouverneur, par proclamation, annoncera une élection pour les juges de paix pour chaque paroisse excepté la paroisse d'Orléans, et pour les juges de district dans chaque district créé par la nouvelle division, où une ou plusieurs paroisses auront été ajoutées au ou retirées du district judiciaire existant et pour les avocats d'Etat, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus excepté dans la paroisse d'Orléans où l'avocat de district de la paroisse exerce l'avocat d'Etat. Cette élection sera tenue le même jour dans tout l'Etat, et ne pourra ne sera pas avant 60 jours ni après 90 jours à partir de l'adoption dudit acte. Les termes des officiers élus à ladite élection expireront à l'élection générale de 1880, et la limitation sur le changement de district plus souvent qu'une fois tous les quatre ans ne sera pas considérée comme ayant effet avant l'élection générale de 1880.

3. Que le système judiciaire établi par la constitution de 1868 restera en vigueur jusqu'à l'expiration du jour après ladite élection, sans compter le jour de l'élection.

4. L'adoption de ces amendements ne rendra pas vacantes les places des greffiers actuels de cour dans chaque paroisse.

AMENDEMENT NUMÉRO SEIZE.

L'article cent trente-deux de la constitution de 1868 est abrogé.

AMENDEMENT NUMÉRO DIX-SEPT.

Le surintendant de l'éducation publique recevra un salaire de trois mille cinq cents dollars payable par trimestre sur son propre mandat.

AMENDEMENT NUMÉRO DIX-HUIT.

Aucune taxe de licence ne sera imposée par l'Etat ou aucune paroisse ou autorité municipale sur aucune profession mécanique, manufacture ou fabrique, autre que celle que les règlements de police dans les villes et les bourgs pourront exiger.

AMENDEMENT NUMÉRO DIX-NEUF.

La législature est autorisée à exempter des taxes d'Etat, municipales ou de paroisse, des articles de ménage tels que vêtements, outils ou instruments professionnels et portraits de famille, pour une valeur totale ne dépassant pas cinq cents dollars.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.
Lartis.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

SÉNAT,
Etat de la Louisiane.

Moi, John Clegg, Secrétaire du Sénat de l'Etat de la Louisiane, certifie par le présent que ce qui précède est une copie exacte et correcte des amendements proposés à la Constitution, passés par le Sénat et la Chambre dans la session régulière de 1878, par un vote des deux tiers des membres élus, ainsi qu'il appert enregistré dans le procès verbal, avec les oui et les non pris à ce sujet.

En foi de quoi, j'ai apposé ici ma signature et le sceau officiel du Sénat, dans la ville de la Nouvelle-Orléans ce deuxième jour de mars A. D. 1878.

(Signé) JOHN CLEGG,
Secrétaire du Sénat.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,
Etat de la Louisiane.

Moi, Pierre J. Trédevant, greffier de la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, certifie par le présent que ce qui précède est une copie exacte et correcte des amendements proposés à la Constitution, passés par la Chambre des Représentants dans la session régulière de 1878, par un vote des deux tiers de tous les membres élus, comme il est enregistré dans le procès-verbal avec les oui et les non.

En foi de quoi j'ai signé mon nom et apposé le sceau officiel de la Chambre des Représentants dans la ville de la Nouvelle-Orléans ce douze mars A. D. 1878.

(Signé) PETER J. TRÉDEVANT,
Greffier de la Chambre des Représentants.

Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

AFFAIRES D'ORIENT.

On croit que le résultat de la mission du comte Schouvaloff est favorable à la paix.

Londres, 17—Une dépêche de St-Pétersbourg à l'agence Reuter est ainsi conçue: "On croit que le comte Schouvaloff a réussi à persuader à l'empereur qu'il est de l'intérêt de la Russie d'accorder à l'Europe la plupart des demandes formulées par l'Angleterre. La réunion d'un congrès européen semble donc être assurée, malgré les difficultés qui sont survenues à Constantinople au sujet de l'évacuation des trois forteresses."

Mouvements des troupes russes.

Londres, 17—Le Times publie dans sa seconde édition une dépêche de Pera ainsi conçue:

"Quoiqu'on dise tout haut que le mouvement en avant des Russes, qui se sont rapprochés de quatre kilomètres de Constantinople, n'a pas d'importance, l'inquiétude n'en est pas moins grande, surtout depuis que l'on sait que les Russes, au lieu d'être massés dans les villages, ont formé une ligne très étendue devant la ville.

La nouvelle du mouvement de quinze mille hommes, qui ont avancé de Kalli-krati à Katchuk et Tchekmedje, et d'un mouvement correspondant de Silluria à Kallikrati, ainsi que d'autres mouvements qui tendent tous à rapprocher les Russes de Constantinople, n'a pas pu contribué à augmenter encore cette inquiétude—le rapport est fait sur bonne autorité.

LA BESSARABIE.

Londres, 17—Les autorités militaires russes ont défendu aux députés qui représentent la Bessarabie à l'assemblée Roumaine d'assister à la session. Une dépêche spéciale de Bucharest au Times rapporte que l'évêque catholique Dehm, du Diocèse de Jassy, est dans cette ville. L'évêque Dehm est né à Sigmaringen et a habité les Etats-Unis pendant douze années.

La Porte ne permettra pas d'addition à la flotte anglaise.

Londres, 17—Le Standard dit que la Porte ne permettra pas d'addition à la flotte anglaise à Ismid. Elle n'objectera pas cependant à un échange de navires.

Rapports contradictoires sur la mission du comte Schouvaloff.

Les rapports sont très contradictoires relativement au résultat de la visite du comte Schouvaloff à St-Pétersbourg. Les correspondants du Times à Vienne et à St-Pétersbourg, qui sont généralement bien informés tous les deux, ne s'accordent pas du tout.

Les édifés des Balkans occupés par les insurgés musulmans.

D'après le Wiener Tagblatt, les insurgés occupent les défilés de Derbend, de Kolkant et de la Porte Trajan, dans les Balkans et ont repoussé les troupes qui ont tenté de les déloger.

Mort du comte Russel,

Londres, 17.—Le comte Russel est mort.

La nouvelle de la mort du comte Russel démentie.

Londres, 17.—Le comte Russel n'est pas mort. Un rapport à cet effet a été publié partout, mais ce soir un télégramme a été reçu de Richmond, annonçant que le malade est mieux.

Les troubles en Angleterre.

Manchester, 17.—Il n'y a pas eu encore de compromis entre les patrons et les ouvriers des filatures. La filature de Warburton a été incendiée et considérablement endommagée.

Tout est calme à Burnley, la populace est très excitée à Blackburn.

Election d'un conservateur à la Chambre des Communes.

Londres, 18—L'élection pour un membre à la Chambre basse du Parlement, dans le district d'Oxford, a été terminée aujourd'hui.

Le but de cette élection était de remplir la vacance causée à la Chambre par le retrait de l'honorable Gathorne Hardy, qui a été élevé à la Pairie.

M. Talbot, conservateur, a reçu 2687 votes et le professeur Smith, libéral, 989.

BERLIN.

Démission d'un ministre.

Berlin, 17—Le Post et la Gazette Nationale annoncent que le Dr Falk, ministre du culte public, a présenté sa démission il y a déjà plusieurs jours. On attribue cette conduite à certaines circonstances qui ont rapport avec les affaires de l'Eglise Evangélique.

FRANCE.

La conférence de l'association des droits d'auteur.

Paris, 17.—La conférence internationale de l'association des droits d'auteur siégera du 11 au 22 juin, sous la présidence de Victor Hugo.

Le Vatican.

Londres, 17.—Une dépêche spéciale de Rome au Standard dit que le congrégation, qui a été appelée pour prendre plusieurs questions en considération, a décidé que le Pape ne pouvait en aucune circonstance accepter la position qui lui est faite en vertu des lois italiennes de garantie.

Le produit du denier de St-Pierre a été d'un tiers moindre que l'année dernière à pareille époque.

HOLLANDE.

La Haye, 17—Les Chambres ont passé un acte autorisant un emprunt de quarante-trois millions de guilders pour couvrir des déficits et pour compléter les travaux publics commencés.

WASHINGTON.

Chambre des Représentants. Triomphe des démocrates.

Une question personnelle entre messieurs Goode et Conger.

Il y a eu lutte très longue et très animée aujourd'hui à la Chambre sur la résolution de M. Potter.

Les démocrates ont remporté finalement une victoire signalée, et la résolution, ordonnant une enquête sur les fraudes électorales commises en Louisiane et en Floride, a été adoptée.

Les démocrates qui étaient absents lorsque la résolution a été présentée, lundi dernier, sont revenus aujourd'hui, et cette question, seulement pour ce jour, a été déclarée par courtoisie (paired) avec les républicains, ayant donné avis qu'ils ne assisteraient pas à la séance à cause de leurs engagements à partir de samedi.

De sorte que sont quarante-huit démocrates se trouvaient présents à la Chambre, formant un quorum à eux seuls—l'adversaire compris.

Il y a eu plusieurs manœuvres préliminaires de la part des républicains, telles que l'appel nominal par Etats, la fermeture des portes, l'ajournement de mandats d'amener contre les absents, etc.

Les paragraphes et la résolution ont été adoptés sans perdre un vote de la majorité démocrate. Pas un républicain n'a voulu voter et deux démocrates ont voté dans la négative, messieurs Mills, du Texas, et Blackburn, du Kentucky.

Le vote a été comme suit:

Pour la résolution: cent quarante-cinq.

Contre l'adoption: deux.

La présentation et la résolution ont été déclarés adoptés au milieu de la plus grande confusion. Il n'y a pas eu cependant de démonstration. M. Stephens, de la Géorgie, n'a pas voté, son vote ne pouvant changer le résultat.

Il y a eu un incident, qui a engagé dans trois orateurs, au sujet de la question des comptes.

M. Goode, de la Virginie, avait pris avec M. Loring, du Massachusetts l'engagement de ne pas voter pendant l'absence de ce dernier.

M. Loring étant à Washington cependant, mais retenu par une indisposition, M. Goode a déclaré qu'il lui avait donné avis qu'il se considérait libéré de son engagement à partir d'aujourd'hui et que vu les circonstances il croyait de son devoir de voter.

Mr Conger, du Michigan, a fait alors la remarque que c'était simplement une question d'honneur.

Mr Goode a répliqué avec une colère contenue et une profonde indignation qu'il saurait garder son honneur, et que s'il était attaqué par Mr Conger il saurait aussi l'en tenir personnellement responsable.

Cette réponse a été accueillie par les démocrates avec des applaudissements prolongés et a provoqué des ricanements sardoniques du côté des républicains.

M. Conger a dit d'une manière provocatrice que la menace de M. Goode le faisait trembler dans ses bottes.

M. Hale, du Maine, a objecté aux paroles de M. Goode comme n'étant pas parlementaires.

L'Orateur a décidé que la première offense venait de M. Conger, et qu'il était aussi raisonnable d'espérer qu'un enfant qu'on battrait ne crierait pas que de s'entendre dire ce qu'un homme accusé une insulte sans le fâcher. La décision de l'Orateur a causé la plus grande satisfaction aux démocrates et a nécessairement fort mécontenté les républicains.

M. Potter, de New-York, sera naturellement le président du comité d'enquête. On pense qu'annuités que ce comité sera organisé des sous comités seront désignés pour se rendre en Floride et en Louisiane. On croit que Mr Stringer, de l'Illinois, sera un des membres du comité et probablement le président du sous comité qui ira en Floride.

Il est à supposer que les républicains présenteront demain une résolution demandant qu'une enquête soit également ordonnée, relativement à l'élection présidentielle de 1876 dans les Etats de l'Oregon, de la Caroline du Sud et du Mississippi.

Une adresse du comité congressionnel républicain aux électeurs des Etats-Unis.

Une longue tirade contre les démocrates, qui sont qualifiés de rebelles mal "reconstruits."

Le comité congressionnel républicain a adopté l'adresse suivante:

Aux électeurs des Etats-Unis

La Chambre démocratique des représentants a aujourd'hui, par un vote de parti, adopté une résolution, qui, sous prétexte d'une enquête, doit servir de base à une expulsion révolutionnaire du Président actuel.

Ceci est le résultat d'un complot commencé depuis le jour où Hayes et Wheeler ont été constitutionnellement déclarés élus. Il s'est révélé pour la première fois, lorsque dans les derniers jours de la sion de 1876-77, la Chambre démocratique a adopté une résolution déclarant que Tilden et Hendricks avaient été élus."

Plus tard Tilden et Hendricks ont fait publiquement des déclarations semblables.

Plusieurs membres timides se sont tenus en arrière pendant longtemps, et quelques-uns d'entr'eux, après avoir été contraints à suivre la majorité sur le vote final, prétendent encore qu'aussitôt que leur esquête partiale sera terminée ils se tiendront de nouveau à l'écart.

En d'autres termes, ils ont l'intention, après avoir entendu des témoignages subornés, de rendre un vendit déclarant que Hayes est un usurpateur et qu'il ne doit pas occuper le siége présidentiel.

Ces hommes n'ont aucun contrôle dans le parti démocratique. Ils n'ont même pas osé faire comme M. Stephens, en se révoltant contre la fécule du caucus pour montrer un sentiment d'impartialité.

Ils seront impuissants à l'avenir comme ils l'ont été dans le passé. Il est difficile d'ailleurs de croire à leur sincérité, en vue de l'aveu public de leur parti, que son but est, si c'est possible, d'expulser le Président. On ne saurait contester que la résolution qui vient d'être adoptée a été préparée à cet effet. L'orateur de la Chambre a été consulté d'avance pour savoir s'il déciderait que la résolution était une question de privilége.

Les chefs de parti étaient anxieux de cacher leurs intentions hostiles, si c'était possible; mais ils ont été déçus dans leurs espérances par l'Orateur, qui n'a pas voulu décider que la résolution était une question de privilége, à moins qu'elle n'attaquât le titre de M. Hayes à la présidence.

La résolution ayant été présentée, il a lu une opinion préparée avec soin, dont voici le texte même:

"L'Orateur ne connaît pas de privilége plus grand que celui qui est impliqué ici, contestant directement le titre du premier magistrat du pays pendant complions de frandes alléguées de hauts fonctionnaires du gouvernement.

L'orateur trouve dans le le manuel parmi les questions de privilèges énumérées, celle-ci notamment:—Election de Président".—L'orateur décide donc que le président et la résolution constituent des questions de privilége de premier ordre, et il reconnaît par conséquent au représentant de New York le droit de les présenter."

L'adresse raconte ensuite les efforts tentés par les républicains pour faire échouer la résolution.

Amendements proposés, motions dilatoires, rien n'a servi en présence de l'inexorable question préalable maintenue par les démocrates.

Après avoir déclaré que le complot qui vient d'être inauguré aura pour résultat de détruire la confiance, de paralyser les affaires et d'attrister le pays à la révolution, l'adresse ajoute:

"Cette nouvelle tentative de la part de la Démocratie pour inaugurer l'anarchie et pour rendre ce gouvernement semblable à celui du Mexique, en sostenant un doute la légitimité du titre du Président, s'accorde bien avec l'histoire de ce parti, dont une fraction s'est mise en rébellion contre le gouvernement, tandis que l'autre fraction l'encourageait.

Nous faisons donc appel à tous ceux qui se sont opposés à la rebellion de 1861, sans distinction de parti, leur demandant de se rallier pour soutenir la loi, l'ordre et un gouvernement stable, et pour condamner par une défaite ces agitateurs perpétuels, qui, pour acquérir du pouvoir politique, n'hésitent pas à mettre en péril toute la fondations même du gouvernement qu'ils n'ont pas pu renverser par une guerre de quatre années."

Par ordre unanime du comité.

EUGENE HALE, Président.
GEO. C. GILLEAN, Secrétaire.

Nouvelles Diverses.

Washington, 17 mai—Le cabinet a eu une séance assez importante aujourd'hui. Le Président a approuvé l'acte réglant les annonces pour les contrats de la malle. Il n'a pas fait de nomination.

Le Président a envoyé un message au Sénat recommandant une allocation pour la commission sur les relations des pêcheries et laissant le département à l'appréciation.

A la séance exécutive du Sénat il n'y a pas eu de nominations pour les Etats du Sud qui aient été confirmées.

Le comité du Sénat sur les affaires militaires, auquel a été référé le bill pour autoriser la construction d'un pont sur le Colorado, près du fort Yuma, a entendu encore aujourd'hui les arguments des agents de chemins de fer Southern Pacific et du chemin de fer Texas et Pacifique.

Chacune des compagnies réclamait que c'est à elle que revient le droit de construire le pont en question et cherche de prouver que la compagnie rivale n'a ni capital ni crédit.

Le comité s'est ajourné jusqu'à mardi prochain et entendra alors les arguments de M. Huntington.

Bourse en coton de Liverpool.

Liverpool, 17—La circulaire de l'association des courtiers de coton de Liverpool établit que le marché a été très animé en commencement de la semaine et qu'il y a eu des opérations considérables à des prix plus avancés.

Mercredi, il y a eu moins d'activité, mais le marché est resté plus ferme.

Jeudi, il y a eu une grande générale sur tous les grades.

Le coton américain a été actif et ferme pendant toute la semaine, à une hausse de ⅛ d.

Il y a eu moins d'activité depuis mardi, mais le marché n'est pas faible.

Dans le bas Island il y a eu de bonnes affaires, particulièrement sur les qualités moyennes, qui ont été activement demandées.

Il y a eu une hausse de 1/16 d. dans les futures jusqu'à samedi à midi. Le marché a été plat les trois jours suivants et la hausse ne s'est pas maintenue.

Il y a eu une nouvelle hausse jeudi, clôturant, et le marché est resté très ferme pour les qualités supérieures.

Marchés étrangers.

Londres, 17, midi.—Erie 12 5/8.

Londres, 17, 1:30 P. M.—Consols 96 1/16.

Liverpool, 17, midi—Coton, en hausse; middling uplands 6d, middling Orléans 6 1/16d. Ventes 10,000 balles, pour la spéculation et l'exportation de 1600; environ 2300—tout coton américain compris.

Futures, low middling clause, mai 5 31/32, mai et juin 5 31/32, juin et juillet 6 1/32, juillet et août 6 2/32, septembre et octobre 6 4/32, novembre récolte, expédié en octobre, par vollier. 6 13/32.

Ventes de la semaine 66,000, pour la spéculation 8000, pour l'exportation 6000; stock 883,000, américain 661,000; recettes 51,000, américain 37,000; exportations actuelles 5000; sur mer 287,000, américain 203,000 balles; ventes de coton américain 54,000.

Paris, 17, 1:30 P. M.—Rentes 109f. 90 1/2c.

Liverpool, 17, 3:30 P. M.— Coton. Les ventes comprennent 760 balles coton américains. Uplands, Low middling à livrer en mai, 6d.

Paris, 17, 3:30 P. M.—Rentes 110f. 15c.

Liverpool, 17, 8 P. M.—Futures calmes. Upland low middling, clause, livrables juin et juillet 6 1-16, do. 6 1-32, upland low middl. clause, nouvelle récolte, expédié en octobre et novembre, par vollier 6 3/32.

HAVANE.

Havane, 17—Or espagnol 223 1/2 à 224. Change plus facile sans être plus bas. Dans les sucres il y a eu une hausse de 1/2 et de 3/4 d'un réal en or pour le No 12 D. S.

Marchés américains

New York, 17, après-midi—Argent, fin clôture à 3; sterling en hausse à 485 1/2; il ferme à la clôture à 100 5/8 à 100 3/4; Gouvernements fermes à la clôture; nouveaux cinq 1.05; Bons des Etats fermes.

New York, 17, après-midi—Coton, ferme. Uplands 11, Orleans 11 1/8. Ventes 308. Recettes nettes de la semaine 3843, recettes brutes 14,351. Exportations pour la Grande-Bretagne 8442, pour France 21, pour Continent 379. Ventes 6573 balles. Stock 160,687.

New York, 17, en soir—Coton, recettes nettes 312; brutes 2403. A livrer ferme à la clôture. Ventes 54,000 balles. Mai 11.13 à 11.14, juin 11.22, juillet 11.32, août 11.35 à 11.36, septembre 10.98 à 10.97, octobre 10.75 à 10.77, novembre 10.56 à 10.57, décembre 10.66 à 10.67, janvier 10.75 à 10.77, février 10.85 à 10.88, mars 10.93 à 10.96, avril 11.07 à 11.09.

New-York, 17 — Etat comparatif du coton de la semaine finissant vendredi:

	balles.
Reçu dans toute les ports des Etats-Unis pour la semaine	20,427
Même semaine l'année dern'e	17,566
Total reçu depuis le 1er Sept.	4,121,799
" même date l'année dern.	3,954,343
Exporté pendant la semaine.	57,966
Exporté même époque l'année dernière	40,878
Total exporté depuis sept 1er	3,111,584
" même date l'année dern.	2,741,702
Stock dans tous les ports des Etats-Unis	330,417
Stock même époque l'année dernière	487,587
Stock dans toutes les villes de l'intérieur (Macon excepté)	35,787
Stock même époque l'année dernière	51,225
Stock à Liverpool	883,000
" même époque l'année dernière	1,169,000
Coton américain en mer pour la Grande Bretagne	203,000
En mer même époque l'année dernière	130,000

France.

Port Eads, 17 mai, midi.—Vent léger de l'est sud-est.

Arrivés: steamship anglais Mariel, de Liverpool via les Indes occidentales, à 2 A. M.; goélette S. S. Day, en 6 jours d'Utilla; goélette Anita, en 8 jours et demi de Rastan.

Parti: barque Evie Reed, pour Boston.

Port Eads, 17, 6 h P. M.—Vent frais d'est-sud-est. Temps orageux. Pas d'arrivage.

Parti; barques Sarah E. Fraser pour Anvers; Amer pour Liverpool et Antonia Maria pour Barcelonne.

FLEUVE ET RIVIERES.

Memphis, 17—Le fleuve a baissé de 9 pouces. Profondeur 22 pieds et 11 pouces. Temps généralement couvert et lourd. Maximum du thermomètre 87. Parti: Golden Rule et John Porter pour la Ville Orléans.

Cincinnati, 17—La rivière a 24 pieds 2 pouces et baisse rapidement. Temps couvert et froid.

Pittsburg, 17—La rivière a 5 pieds 10 pouces et monte. Temps couvert et froid.

St Louis, 17—Le fleuve a baissé de 2 pouces. Temps couvert et froid.

Cairo, 17—Arrivé: Goddier, de la N. Orléans, à 9 h A. M.; Grand, de la N. Orléans, à 1 h P. M. Parti: à 4 h, Alice pour la N. Orléans. Le fleuve a 27 pieds 5 pouces et baisse. Temps clair et chaud.

Evansville, 17—Temps couvert et chaud. La rivière baisse. Descendant à 8 h P. M., le Mary Houston.

Louisville, 17—Temps clair et froid. La rivière monte. Il y a 9 pieds 5 pouces dans le canal.

Vicksburg, 17—Temps couvert et très chaud. Thermomètre 83.—Le fleuve a baissé de deux pouces. Montant: Belle of Shreveport, à 9 A. M., Illinois, à midi, Panther et ses barges, à 3 P. M., Lee, à 5 P. M.; Future City et ses barges, à 10 A. M., Golden Rule, à minuit.

Le steamer Future City a cessé une barge à Brunswick Point, ce matin.

BULLETIN FINANCIER.

Vendredi soir, 17 Mai 1878.

Compteur d'Echange (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
11 Mai	1,897,186 73	142,527 42
13 Mai	1,019,211 29	153,728 17
14 Mai	1,057,711 02	115,199 47
15 Mai	1,199,615 62	205,126 92
16 Mai	1,178,677 97	161,817 24
17 Mai	946,145 68	118,649 05
Total cette semaine	$6,386,709 04	$906,787 27
Total de la semaine dern.	7,231,196 91	726,668 53
Total de la semaine précédente	6,301,771 69	823,305 48

Il y a une abondance de capitaux qui cherchent des placements à un petit intérêt, mais à courte échéance. Les prêts d'un jour sont offerts à 6 à 7 pour cent par an, et quelques transactions ont eu lieu à 8 pour cent.

Les consolidés de l'Etat ont fermé aujourd'hui à 76 3/8 à 76 5/8 contre 77 3/8 à 77 5/8, vendredi.

Les bons à primes ont fermé nominalement à 84 1/4 à 84 1/2 contre 84 3/4 à 84 1/2 vendredi dernier.

Les bons à primes ont fermé nominalement à 84 1/4 à 84 1/2 contre 84 3/4 à 85 à 84 1/2 vendredi dernier.

Les bons consolidés de la ville ont été plus recherchés et ont haussé; ils ont fermé, aujourd'hui, à 39 1/2 à 40 1/2 contre 38 à 37 1/2 la semaine dernière.

Les certificats ont été plus fermes, les marchés les ont plus faciles.

Il ne s'est rien fait dans les mandats de l'Etat depuis quelques temps.

Nous continuons de coter les excellents billets de commerce à 7 à 8 pour cent par an, les Nos 1 à 9 à 10, les Nos 2 nominaux, les prêts reposant sur des garanties collatérales à 6 à 8, les prêts hypothécaires Nos 1 à 8 1/2 à 10, le No 2 nominal.

L'or a ouvert à 101 à 101 1/4 contre 100 3/4 à New York, et fermé aux taux d'ouverture sur les deux places. On a vendu $7000 à 101, $5000 et $5000 à 101 1/8.

Les opérations de sterling n'ont pas excédé 23,000 livres, connaissement, y compris 7000 à 485 1/2 à 486 1/2, 7000 et 9000 à 486 à 486 1/4.

Nous n'avons pas entendu mentionner de vente de francs à la clôture, les traites sterling étaient cotées 485 1/4 à 486 1/2 le connaissement et le clear No. 1, à 485 1/8 traites des banques, — à 485 1/4 le tarif des billards aux comptoirs; les francs, à 5.16 1/4 à 5.18 1/4 les traites du connaissement.

Les pesos (piécettes) de change à vue, par New-